



Distribution de 650 kits NFI à Alindao



RAPPORT MENSUEL DE MONITORING DE PROTECTION

BASSE-KOTTO | Janvier 2020

Chiffres clés

52 incidents documentés

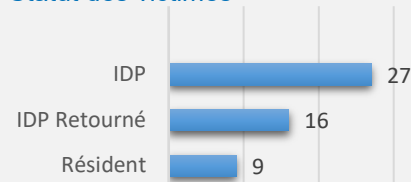
50 survivants assistés

650 PDIs bénéficiant de kits NFIs à Alindao

Désagrégation des victimes

Genre	Total	%
Hommes	20	38.4%
Femmes	24	46.1%
Garçons	00	0%
Filles	08	15.3%
Total	52	100%

Statut des victimes



Auteurs présumés des violations

MAA	41%
MCC	30%
GSAU	24%
GBK	3%
INC	2%
Total	100%

55.589

Personnes déplacées internes

Dans la Basse-Kotto

Janvier 2020

(Source : CMP)

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Incidents de protection

Au total, 52 incidents de protection ont été collectés et enregistrés au cours du mois de janvier 2020 : Les principales violations sont les violations du droit à la vie/intégrité physique (24 cas, soit 46.1%), les violences basées sur le genre (VBG) (16 cas, soit 30.7%) et les violations du droit à la propriété (7 cas, soit 13.4%).

Un incident sécuritaire majeur a été documenté en janvier 2020. Il s'agit d'un échange de tirs entre GSAU et CAN dans la ville d'Alindao ayant eu lieu le 09 janvier 2020. Cet incident a occasionné plusieurs pertes en vie humaines, ainsi que des dégâts matériel (incendies de maisons dans deux sites de PDIs : AFAPS et ELIM).

Mouvements de population

Les chiffres de la CMP de Janvier 2020 rapportent 55,589 PDIs dans la Basse-Kotto, une augmentation de 2,1% par rapport à Décembre 2020.

En conséquence des affrontements du 9 janvier, 650 ménages (2732 personnes) ont été victimes d'incendies touchant leurs abris. Ces sinistrés avaient trouvé refuge à l'hôpital et à la base du contingent Gabonais de la MINUSCA.

Protection de l'enfance

08 atteintes aux droits des enfants (toutes visant des filles) ont été enregistrées en janvier 2020, soit 15% du total des incidents documentés. 04 filles ayant entre 11 et 13 ans ont été victimes de mutilations génitales au village Legba (axe Alindao – Mingala) et deux autres ont été victimes d'agression physique dans le site des déplacés de l'église catholique d'Alindao.

Ces enfants ont bénéficié d'un appui psychologique.

Violences sexuelles et basées sur le genre

16 incidents liés au VBG ont été documentés, à savoir : 09 cas d'agressions physiques (SGBV), 5 cas de viol et 2 cas d'agression sexuelle. Toutes les 16 survivantes ont reçu un appui psychosocial.

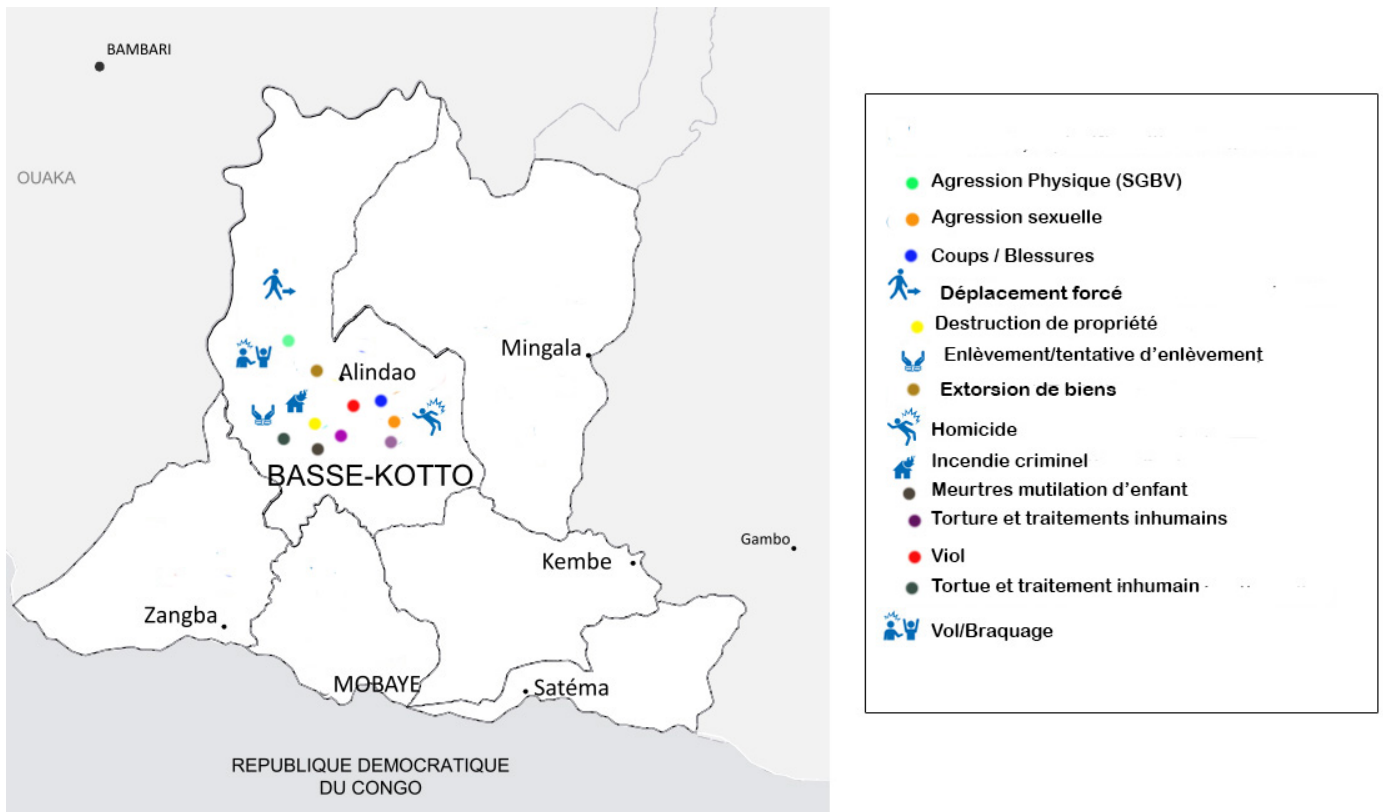
Prévention et réponses de protection

50 survivants assistés : 32 survivants bénéficiant d'un appui psychosocial et 18 d'un référencement médicaux.

650 ménages (2732 personnes) assistés en kits NFI distribués par ASA.

1645 personnes sensibilisées : 02 sensibilisations de masse au sujet de la prévention des conflits intercommunautaires et 02 sensibilisations sur les droits de l'Homme, toutes organisées sur les sites de déplacés d'Alindao.

Carte des incidents par préfecture (types, nombres et tendances)



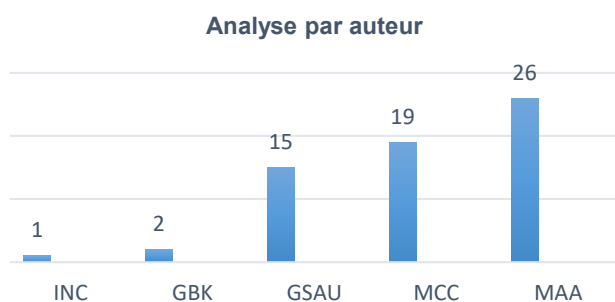
Analyse sécuritaire

Préfecture	Situation sécuritaire
Basse Kotto	<p>Les affrontements ayant opposés les GSAU au CAN le 09 janvier 2020 à Alindao ont constitué l'incident sécuritaire le plus grave du mois de janvier, puisqu'ils ont eu pour conséquence un certain nombre de pertes humaines et ont provoqué des incendies qui ont détruit une partie des sites ADAPS et ELIM.</p> <p>Également, le 29 janvier 2020 (vers 21 heures), des tirs à l'arme lourde et légère ont été entendus pendant une 20aine de minutes. Selon les informations recueillies sur le terrain, il s'agirait d'une dispute ayant éclaté entre deux INS. En réaction, les GSAU ont effectué des tirs de sommation dans la ville, ce qui a semé la panique au sein de la population, et particulièrement les PDI du site Elim qui se sont déplacés en masse vers l'hôpital. Ces PDI ont plus tard regagné leur site.</p>

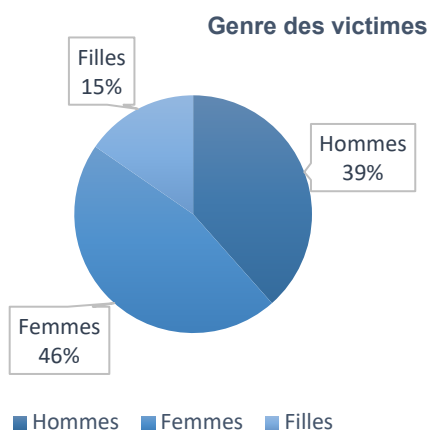
Incidents de protection enregistrés au cours du mois

Janvier 2020								
Incidents de protection	Alindao	Kémbé	Mingala	Mobaye	Satéma	Zangba	Total du mois	Cumul sur l'année
Violation du droit à la vie/intégrité physique								
Homicide	4						4	4
Torture et traitements inhumains	2						2	2
Mutilations	0						0	0
Coups et blessures	12						12	12
Accidents explosifs/armes à feu							0	0
Découverte d'un engin explosif							0	0
Violations du droit à la liberté								

Enlèvement/tentative d'enlèvement	5						5	5
Retour forcé							0	0
Recrutement forcé							0	0
Arrestation arbitraire/détention illégale							0	0
Travaux forcés							0	0
Limitations/restrictions de mouvements							0	0
Déplacement forcé							0	0
Violations du droit à la propriété								
Déguerpissement forcé							0	0
Destruction de propriété	3						3	3
Occupation illégale							0	0
Pillage							0	0
Extorsion des biens	2						2	2
Taxe illégale							0	0
Vol/Braquage	1						1	1
Incendie criminel	1						1	1
Violations 1612								
Recrutement et utilisation d'enfants							0	0
Attaques contre les écoles et les hôpitaux							0	0
Meurtres/mutilations d'enfants	6						6	6
Enlèvements d'enfants							0	0
Violences sexuelles faites aux enfants							0	6
Violences basées sur le genre								
Viols	5						5	5
Mariage forcé							0	0
Agression sexuelle	2						2	2
Denis de ressources et d'opportunités							0	0
Agression physique (SGBV)	9						9	9
Violences psychologiques et émotionnelles							0	0
Total	52						52	52



Les MAA sont présumément responsables de la majorité des incidents (41.2%). Quant aux MCC, GSAU, GBK et INC, ils sont respectivement présumément responsables de 30,1%, 23.8%, 3.1% et 1.5% des incidents. A eux seuls, les GSAU et GBK comptabilisent 27% des incidents documentés, ce qui démontrent que leur influence est importante dans la zone.



S'agissant des Victimes/Survivants : 46.1% des Victimes sont des femmes (avec 24 cas), 38.4% des hommes (avec 20 cas), 15.3% pour les filles (08 cas) et 0% pour les garçons (Aucune victime).

Tendances des incidents, causes

Les violences basées sur le genre et la violation du droit à la propriété représentent respectivement 30.7% et 13.4% des incidents documentés en janvier 2020.

Les PDIs ont été les plus touchés par ces incidents puisqu'ils ont été victimes de 51.9% des incidents. 30.7% des incidents ont victimisé des PDIs retournés et, enfin, 17.3% ont touché la communauté hôte. L'état de vulnérabilité et de précarité économique dans lequel vivent les PDIs, particulièrement les femmes, augmentent leur risque d'être victimes de violations de droits humains. De plus, la quasi-absence des structures judiciaires dans la Basse-Kotto installe un climat d'impunité qui contribue au taux élevé d'incidents de protection dans la région.

Il convient, par ailleurs, de noter que 3% des incidents documentés résultent d'accusations liées à la sorcellerie, pratique relativement ancrée dans les mœurs dans la Basse-Kotto.

ACTIONS DE RÉPONSE ET ACTIVITES MENÉES

Actions de réponses mises en œuvre

Réponses	Alindao	Mois	Cumul sur l'année
Suivi psychosocial	32	32	32
Référencements médicaux	18	18	18
Référencements juridiques			
Référencements protection de l'enfance			
Kits de dignité			
Restitution des biens			
Allocation de parcelles de terre			
Documentation/preuve de la propriété			
Autres actions de réponses	650	650	650
Total	700	700	700

- Prise en charge des victimes de violations de droits humains : 32 prises en charge pour un appui psychosocial (conseils et orientation) et 18 cas référés à l'hôpital d'Alindao.
- 650 ménages sinistrés ont bénéficié de kits NFI : ces ménages vulnérables qui avaient tout perdu ont aujourd'hui accès à des articles non alimentaires leur permettant de vivre dans la dignité.

Protection de l'enfant

Préfecture	Nombre d'enfants victimes des incidents de protection	Nombre d'enfants référés aux acteurs de protection de l'enfance
Basse Kotto	08	0
Total	08	0

08 cas de violations 1612 ont été enregistrés en janvier 2020, aucun n'a pu être référé aux acteurs de protection de l'enfance.

Recommandation : Renforcer la réponse au niveau de la sensibilisation et de la prise en charge psychosociale des différentes violations enregistrées dans le cadre de la protection de l'enfance.

Violences basées sur le Genre

En janvier 2020, 16 cas de violences basées sur le genre ont été documentés : 5 viols, 2 agressions sexuelles et 9 agressions physiques. 09 des victimes sont des IDPs, soit 56%. Quant aux auteurs, ils sont en grande majorité des MCC.

Préfecture	Nombre d'incidents	Cas pris en charge	Cas référés
Basse Kotto	16	7	4
Total	16	0	0

Les 16 victimes rapportées ont reçu un appui psychosocial. 7 survivant(e)s ont bénéficié d'une prise en charge multisectorielle et 4 ont été référé(e)s. Aucun(e) survivant(e) n'a reçu de kit de dignité ou n'a bénéficié d'une assistance en CBI/AGR.

Logements, Terres et Biens /Cohésion sociale

ASA s'est engagé à renforcer la sensibilisation des membres de la communauté (hôte et déplacée) au sujet de la cohésion sociale à Alindao. En janvier, 02 Sensibilisation sur la prévention des conflits intercommunautaire ont, par ailleurs, été organisées par l'équipe de monitoring (voir ci-dessous).

Abris d'urgence et non-vivres



650 ménages ont été temporairement déplacés au niveau de l'hôpital et de la base du contingent Gabonais de la MINUSCA en raison des incendies ayant touché les sites AFAPS et Elim le 9 janvier 2020. Le HCR et son partenaire sont intervenus en distribuant 650 kits NFI et abris pour permettre aux ménages sinistrés de reconstruire leurs abris. La distribution a eu lieu les 19 et 20 janvier 2020.

Sensibilisations et formations



Sensibilisation de masse au site de l'église catholique

Thèmes des sensibilisations	Lieu	Nombre de participants		
		Hommes	Femmes	Total
Prévention des conflits intercommunautaire (02)	Sites église catholique, AFAPS			1148
Droits de l'Homme (02)	Sites Elim et PK3	170	327	497
Total d'individus touchés par les activités de sensibilisations				1645

Dans le cadre de la réponse aux incidents résultant des affrontements du 09 janvier 2020, l'équipe ASA a réalisé deux sensibilisations de masse pour prévenir tout risque d'embrasement intercommunautaire. Au total, **1148** personnes ont été sensibilisées sur les sites église catholique et AFAPS. Deux autres sensibilisations sont prévues sur les sites Elim et PK3.

De plus, l'équipe ASA a organisé 2 sensibilisations au sujet des les droits de l'homme qui ont rassemblé **497** participants sur les sites Elim et PK3.